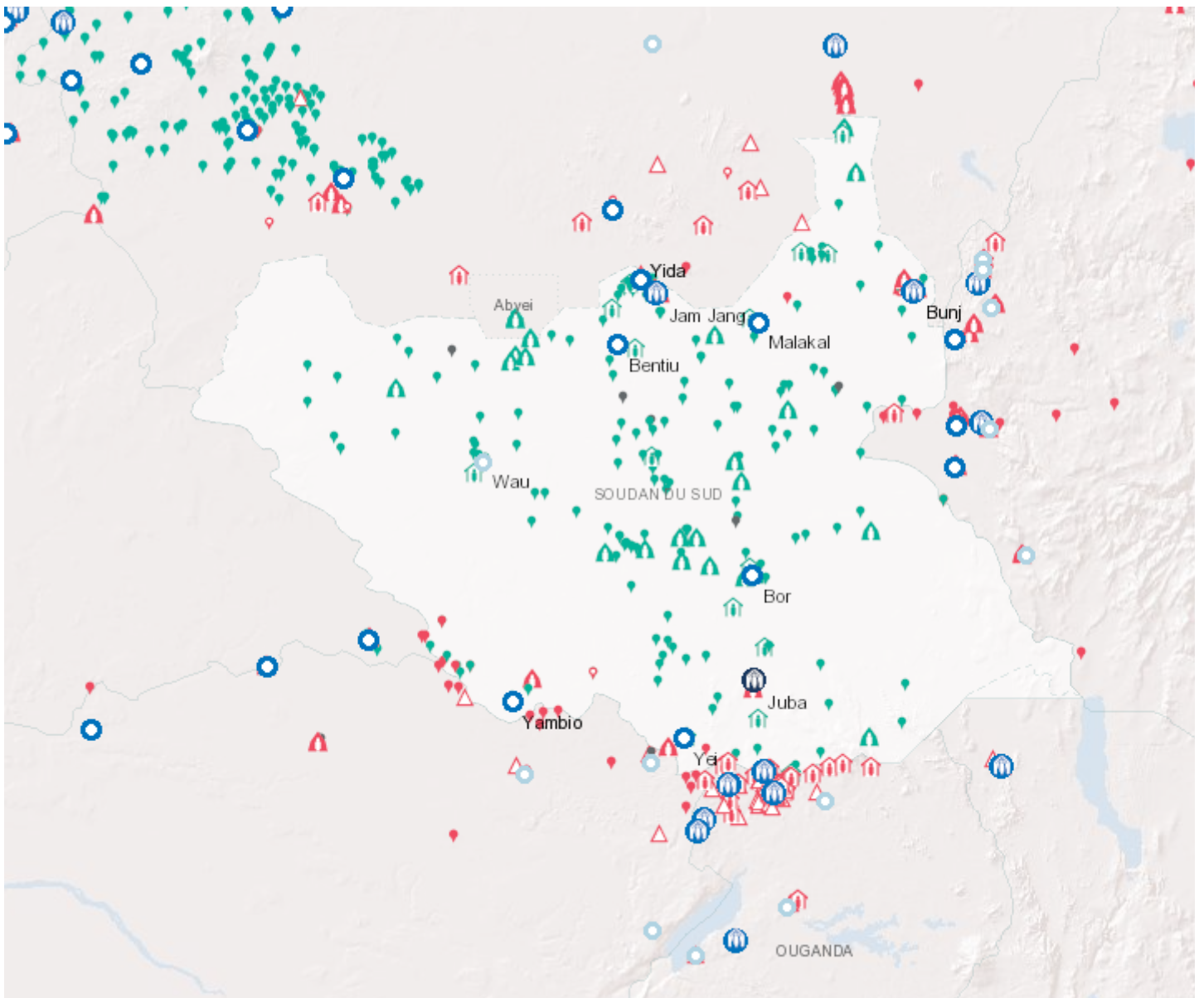


Rapport de fin d'année 2017

20/7/2018

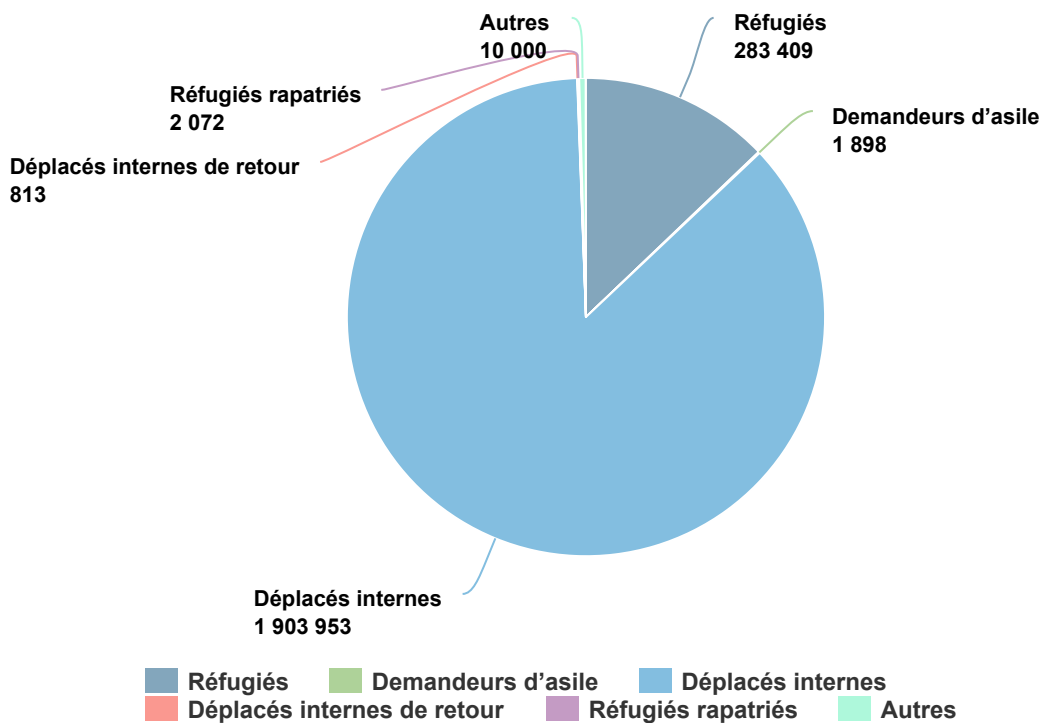
Opération: Soudan du Sud



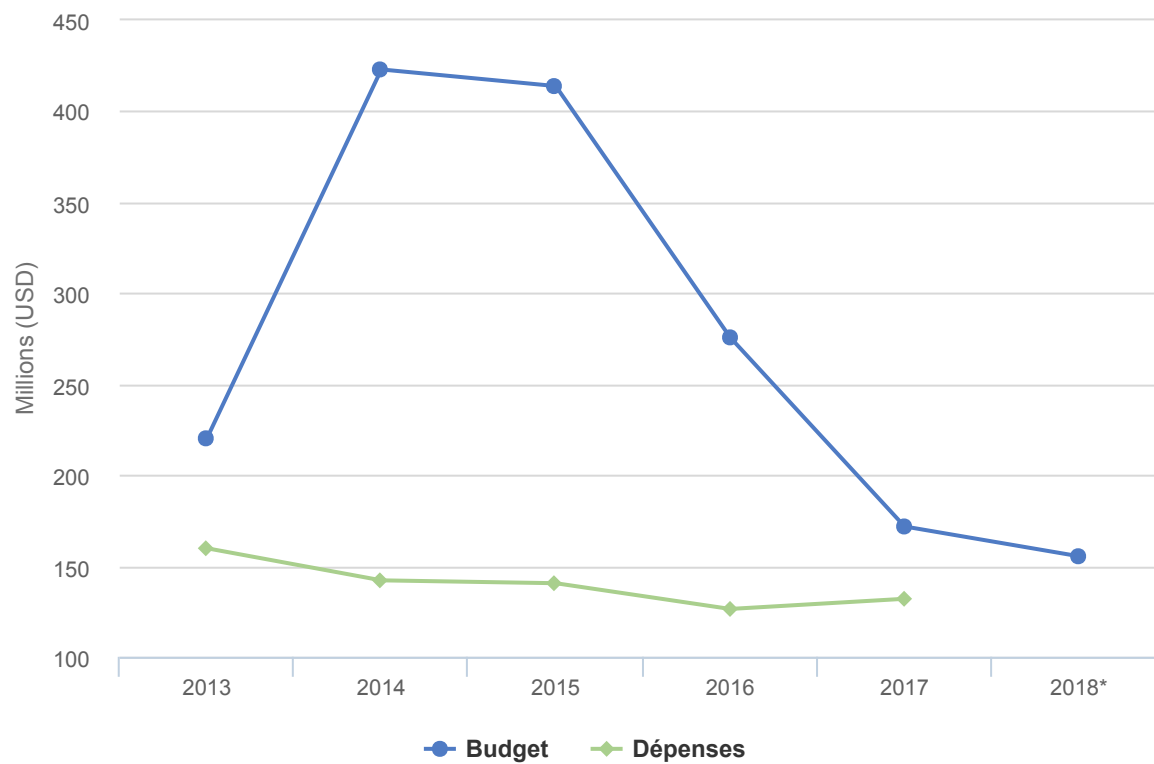
Personnes relevant de la compétence du HCR

- 23% EN 2017

2017	2,202,145
2016	2,870,538
2015	2,054,441



Budgets et Dépenses - Soudan du Sud



Contexte opérationnel

Malgré la création du Forum de haut niveau pour la revitalisation en juin 2017 et le lancement officiel de l'initiative du Président Salva Kiir pour un dialogue national en mai 2017, la situation humanitaire est restée très précaire au Soudan du Sud, le conflit se propageant dans des régions qui étaient jusqu'alors restées relativement stables. Le Gouvernement provisoire d'union nationale n'a pas pu assurer la sécurité et les difficultés économiques auxquelles le pays faisait face ont persisté, avec une multiplication par trois du taux d'inflation en 2017. Le 21 décembre 2017, les membres du Forum ont conclu un nouvel accord sur la cessation des hostilités, la protection des civils et l'accès humanitaire à la fin de la première phase du Forum. L'accord imposait aux parties de cesser toute action militaire hostile avant le 24 décembre 2017, mais il a été immédiatement violé dans un certain nombre d'endroits. La prolifération des armes à travers le pays est restée préoccupante et il a été difficile de préserver le caractère civil de l'asile dans les camps.

Si le Soudan du Sud a continué de pratiquer une politique de portes ouvertes à l'égard des réfugiés qui arrivaient sur son territoire, les conditions d'asile se sont détériorées sous l'effet du conflit, en particulier dans l'ensemble de la province de l'Équatoria. Le HCR n'a pas eu accès au camp de Lasu en 2017 mais a pu venir en aide aux personnes déplacées dans la ville de Yei. L'année a également été marquée par des affrontements violents entre deux tribus de réfugiés dans des camps ; en conséquence, le HCR a transféré 12 600 réfugiés dans quatre camps à Maban. La situation est restée tendue mais s'est stabilisée grâce aux comités pour la paix constitués sous l'égide du HCR.

Tendances démographiques

Le Soudan du Sud accueillait quelque 283 000 réfugiés (dont 82 pour cent de femmes et d'enfants) ; 92 pour cent des réfugiés étaient originaires du Soudan, 5 pour cent de République démocratique du Congo, deux pour cent d'Éthiopie et 1 pour cent de République centrafricaine. Environ 90 pour cent des réfugiés résident dans des camps situés dans le nord du pays.

Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays a atteint plus d'1,9 million, contre 1,8 million en 2016. Quelque 209 000 déplacés internes étaient accueillis dans les sites de protection des civils de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), mais la grande majorité d'entre eux résidaient au sein des communautés d'accueil ou dans des campements spontanés, bien souvent situés dans des régions isolées, aux infrastructures et aux moyens d'accès limités, et exposés à des problèmes de sécurité majeurs.

En 2017, quelque 16 200 réfugiés sont arrivés dans le pays, soit une augmentation de 36 pour cent par rapport à 2016, principalement due à l'intensification des combats et à l'insécurité alimentaire au Kordofan du Sud.

Chiffres clés

- 717 000 déplacés internes ont bénéficié d'interventions de protection
- 184 630 pousses d'arbres ont été plantées dans le cadre d'une stratégie de coexistence pacifique
- 57 000 ménages de déplacés internes, présentant des vulnérabilités particulières, ont reçu des articles de secours essentiels et des abris d'urgence
- 40 870 enfants réfugiés ont été scolarisés dans le primaire et 3 450 dans le secondaire
- 19 600 cartes d'identité de réfugié ont été délivrées
- 18 420 familles de réfugiés ont obtenu des kits de renforcement des moyens de subsistance
- 1 750 cas de violences sexuelles et de genre signalés au HCR ont reçu un soutien médical, juridique et psychosocial et/ou une aide au renforcement des moyens de subsistance

Principales réalisations

En coopération avec le Gouvernement et ses partenaires, le HCR a continué d'offrir protection et assistance à plus de 283 000 réfugiés, de soutenir les efforts de prévention de l'apatridie et d'assurer des interventions centrées sur la protection des déplacés internes.

Réponse pour les réfugiés :

- Les activités de protection ont été centrées sur l'accueil, l'enregistrement et la délivrance de documents : 52 884 documents d'identité, dont 19 602 cartes d'identité de réfugié, ont été distribués. Près de 2 000 mineurs étrangers isolés et quelque 1 760 personnes ayant déclaré avoir subi des violences sexuelles et de genre ont bénéficié de réponses adaptées à leurs besoins, notamment d'un soutien médical, juridique et psychosocial, ainsi que d'une aide au renforcement des moyens de subsistance pendant la phase de réadaptation.
- Des campagnes de sensibilisation à l'importance du caractère civil des camps ont été menées, tandis que la participation communautaire et la coexistence pacifique avec les communautés d'accueil étaient encouragées.
- Des services essentiels, portant notamment sur l'alimentation en eau, l'assainissement et l'hygiène, la santé, la nutrition et l'éducation, ont été assurés dans tous les camps de réfugiés où l'accès est resté possible. Les indicateurs de santé, de nutrition et d'alimentation en eau, assainissement et hygiène ont été appliqués dans le respect des normes pertinentes. Quelque 18 400 réfugiés ont reçu des kits de renforcement des moyens de subsistance et des terres ont été obtenues pour les activités agricoles des réfugiés.
- La stratégie de retrait à Yida est restée une priorité, avec le relogement de quelque 16 800 réfugiés à Pamir et Ajoung Thok en 2017.

Réponse pour les déplacés internes :

- Le HCR a continué de diriger le groupe sectoriel de la protection et à codiriger le groupe sectoriel de la coordination des camps et la gestion des camps dans le cadre de la réponse pour les déplacés internes. Le HCR a apporté une aide à la protection par des activités de proximité, le renforcement des structures communautaires, des conseils, l'identification des personnes ayant des besoins particuliers, une assistance matérielle ciblée et/ou des transferts vers les services compétents. Le HCR a réalisé près de 500 évaluations de protection, a animé des formations sur les violences sexuelles et de genre pour 2 160 déplacés internes et organisé 220 séances de sensibilisation. Près de 57 000 déplacés internes présentant des vulnérabilités spécifiques ont bénéficié d'une aide matérielle comprenant des articles de secours essentiels et des abris d'urgence. Au total, quelque 717 000 déplacés internes ont été assistés en 2017.

Prévention de l'apatridie

- Des certificats de nationalité ont été délivrés à près de 800 personnes, en étroite coopération avec le Département de la nationalité, des passeports et de l'immigration. Depuis 2012, le HCR a aidé plus de 12 000 personnes risquant de devenir apatrides à obtenir des certificats de nationalité.

Besoins non satisfaits

La prise en charge des besoins de protection et d'assistance des réfugiés, des déplacés internes et des personnes risquant de devenir apatrides présente encore des lacunes importantes, du fait de l'insécurité générale qui règne dans le pays, du manque d'infrastructures et/ou de services de base et des limitations de ressources.

- L'accès à la justice est resté difficile dans la plupart des sites, du fait de l'absence de structures judiciaires institutionnelles.
- Des lacunes subsistent dans l'amélioration des abris d'urgence et d'autres structures des camps : plus de 60 pour cent des réfugiés ont toujours besoin d'abris de transition ; le ratio élèves-enseignant est resté à 110

élèves pour un enseignant. Le recours à l'énergie solaire pour l'éclairage public et les puits doit être accru. Des interventions plus importantes sont nécessaires pour renforcer l'autosuffisance et les moyens de subsistance.

- Des manques critiques ont persisté dans la mise en œuvre des activités de proximité orientées sur la protection des déplacés internes, notamment en ce qui concerne le profilage, les discussions de groupe, l'identification des personnes vulnérables et la prise en charge adaptée de leurs besoins, et l'appui aux structures communautaires existantes. Les interventions contre la violence sexuelle et de genre n'ont pas permis de satisfaire les besoins considérables, car les capacités locales de prise en charge des besoins des victimes et des populations à risque étaient limitées dans la capitale et inexistantes dans d'autres régions du pays ; en outre, les victimes de violences sexuelles et de genre ne disposent d'aucune voie de recours en justice pour demander réparation.

Dépenses 2017 - Soudan du Sud | USD

Le tableau suivant présente le budget final, les fonds disponibles et l'état final des dépenses par objectif, comme établis en fin d'année.

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	Total
Budget final	130,874,080	1,495,492	39,303,047	171,672,619
	31,847,818	838,055	22,521,659	55,207,532
Total des fonds disponibles	31,847,818	838,055	22,521,659	55,207,532

Dépenses par objectif				
Environnement de protection favorable				
Cadre juridique et politique	1,549,957	659,758	487,955	2,697,670
Aide juridique et recours judiciaires	707,752	0	507,742	1,215,494
Attitude du public à l'égard des personnes prises en charge	825,830	0	0	825,830
Sous-total	3,083,538	659,758	995,697	4,738,993
Processus de protection et documents adéquats				
Enregistrement et établissements des profils	1,677,151	0	0	1,677,151
Procédures de détermination du statut de réfugié	772,621	0	0	772,621
Documents individuels	604,420	178,296	4,984	787,700
Sous-total	3,054,193	178,296	4,984	3,237,472
Sécurité face à la violence et à l'exploitation				
Protection contre la criminalité	1,345,675	0	6	1,345,681
Protection contre les conséquences des conflits armés	1,292	0	2,347,502	2,348,794
Prévention et interventions liées aux VSS	3,247,658	0	1,264,447	4,512,105
Protection des enfants	3,468,595	0	0	3,468,595
Sous-total	8,063,219	0	3,611,955	11,675,175
Besoins de base et services essentiels				
Santé	10,510,454	0	4,714	10,515,168
Services de santé reproductive et de lutte contre le VIH	2,389,678	0	4,689	2,394,367
Nutrition	2,047,392	0	0	2,047,392
Sécurité alimentaire	1,062,541	0	0	1,062,541

	Pilier 1 Programme pour les réfugiés	Pilier 2 Programme pour les apatrides	Pilier 4 Projets pour les déplacés internes	Total
Eau	4,317,624	0	0	4,317,624
Hygiène et assainissement	2,599,470	0	0	2,599,470
Abris et infrastructures	11,270,889	0	1,316,211	12,587,100
Énergie	1,278,948	0	0	1,278,948
Articles élémentaires, ménagers et d'hygiène	3,720,099	0	2,641,438	6,361,537
Services pour les personnes ayant des besoins spécifiques	2,777,621	0	996,633	3,774,253
Éducation	10,115,904	0	0	10,115,904
Sous-total	52,090,619	0	4,963,685	57,054,304
Autonomisation et autogestion communautaires				
Mobilisation communautaire	1,887,619	0	1,597,364	3,484,983
Coexistence avec les communautés locales	1,310,237	0	1,617,311	2,927,548
Ressources naturelles et environnement partagé	1,081,436	0	0	1,081,436
Autosuffisance et moyens d'existence	6,027,354	0	0	6,027,354
Sous-total	10,306,646	0	3,214,675	13,521,321
Solutions durables				
Stratégie pour la recherche de solutions globales	0	0	1,485,895	1,485,895
Retour volontaire	1,032,987	0	1,007,866	2,040,853
Sous-total	1,032,987	0	2,493,762	3,526,749
Direction, coordination et partenariats				
Coordination et partenariats	0	0	1,441,586	1,441,586
Gestion et coordination des camps	3,640,863	0	538,611	4,179,474
Relations avec les donateurs	1,069,462	0	0	1,069,462
Sous-total	4,710,325	0	1,980,197	6,690,522
Appui à la logistique et aux opérations				
Approvisionnement et logistique	11,619,393	0	6,218,297	17,837,691
Gestion des opérations, coordination et appui	11,225,767	0	2,386,974	13,612,741
Sous-total	22,845,160	0	8,605,271	31,450,431
Dépenses totales en 2017	105,186,688	838,054	25,870,226	131,894,967